

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 18/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ ORGANIQUE

38 avenue Jean Jaurès
78440 Gargenville

Références : IC-R/164/25-CN/SF
Code AIOT : 0005106630

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/04/2025 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté Site de FERTIVALOIS Lieu-dit La Râperie - RN 330 60950 Ermenonville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a pour objectif de faire un point sur la situation du site vis-à-vis des conclusions du BREF WT.

Lors du dépôt de son dossier de réexamen le 14/08/2019, l'exploitant avait indiqué que ses installations n'étaient pas conformes à toutes les meilleures techniques disponibles (MTD). Lors de la visite d'inspection du 18/08/2023, l'exploitant ne respectait pas les valeurs limites d'émission en NH₃. L'exploitant s'était engagé à mettre en service une tour de lavage pour la fin du mois de

septembre 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ ORGANIQUE
- Site de FERTIVALOIS Lieu-dit La Râperie - RN 330 60950 Ermenonville
- Code AIOT : 0005106630
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Suez Organique est implantée sur le territoire de la commune d'Ermenonville, aux abords de la RN 330, au lieu-dit « La Râperie ». L'établissement est implanté à environ 2 km des premières habitations de chacune des communes de Montagny-Sainte-Félicité, Ermenonville, Le Plessis Belleville et Eve.

Le site comporte des installations de compostage de déchets verts et de boues de stations d'épuration des eaux urbaines. La capacité annuelle de traitement de la plateforme de compostage d'Ermenonville est la suivante :

- 34 000 tonnes de boues urbaines et industrielles, de cendres de chaufferies bois et de biodéchets ;
- 20 000 tonnes de déchets verts ;
- 1 000 à 1 200 tonnes de bois A.

Les activités de cet établissement, qui relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 autorisant Terralys à exploiter une plateforme de compostage et de stockage de fertilisants organiques sur le territoire de la commune d'Ermenonville.

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du Code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables à l'installation, et plus particulièrement les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets (BREF WT - Waste Treatment) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3532 (valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour [...]) qui sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la commission du 10 août 2018, publiée au Journal officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	MTD	Arrêté Ministériel du 17/12/2019,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	Générique – Inventaire	article III Annexe 2	
2	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)	Sans objet
3	MTD Générique	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)	Sans objet
4	MTD Générique – Tri des indésirables	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)	Sans objet
5	MTD Générique – Zones sensibles	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)	Sans objet
6	MTD Générique – Capacité de stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)	Sans objet
7	MTD Générique – Émissions atmosphériques diffuses	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1	Sans objet
8	MTD Générique – Consommation et Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1	Sans objet
9	MTD Générique – VLE et fréquences des contrôles des eaux résiduaires	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1	Sans objet
10	MTD Traitement biologique – COMPOSTAGE	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15	Sans objet
11	MTD Traitement biologique – VLE	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.3	Sans objet
12	MTD Traitement biologique –	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	COMPOSTAGE – Si plainte odeurs ou poussières		
13	Emissions olfactives	AP de Mise en Demeure du 12/08/2014, article 1	Sans objet
14	Protection contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 12/08/2014, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité majeure n'a été constatée par l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Conformément à ses engagements, l'exploitant a mis en service une tour de lavage à l'acide sulfurique pour le traitement de ses effluents gazeux. En 2024 et durant le début de l'année 2025, aucun dépassement de concentration en ammoniac n'a été relevé. La concentration maximale atteinte a été de 18,975 mg/Nm³, soit inférieure à la VLE qui est de 20 mg/Nm³. L'exploitant respecte donc la MTD 34.

Par ailleurs, les travaux de construction d'un nouveau bâtiment dédié au compostage des boues sont en cours. Cette modification a fait l'objet d'un dossier de poster à connaissance ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/05/2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MTD Générique – Inventaire

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article III Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire des flux d'effluents
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes : 1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris : a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ; b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ; 2. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, qui comprennent au

moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit, du pH, de la température et de la conductivité ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier pour les métaux et les micropolluants) ;
- c) Les données relatives à la biodégradabilité ;

3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :

- a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;
- b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;
- c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;
- d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.

Constats :

Le site d'Ermenonville est une plateforme de compostage. Cette plateforme dispose d'installations de stockage de déchets verts, de boues, de bois, de broyat, de produits fermentescibles, de structurant, de compost (produit fini) et de produits destinés à l'épandage.

Par mail du 14/03/25, l'exploitant a fourni un document comprenant l'inventaire de ses effluents aqueux et gazeux.

1. Informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement

a) On retrouve sur ce document le synoptique des effluents aqueux (voir l'annexe n° 1), le synoptique des effluents gazeux (voir l'annexe n° 2) ainsi que le logigramme des activités du site (voir l'annexe n° 3).

b) On y retrouve également une description succincte du process et des installations, ainsi qu'une description des installations de traitement.

Les rejets gazeux passent par une tour de lavage à l'acide sulfurique puis dans un biofiltre (permettant le respect de la Valeur Limite d'Émission (VLE) pour le paramètre NH₃ (voir point de contrôle n° 11).

Les eaux de procédés et les eaux pluviales de voirie et de toiture passent par un débourbeur déshuileur.

2/ Caractéristiques des effluents aqueux

L'exploitant a indiqué collecter tous ses effluents aqueux (eaux domestiques, eaux de procédé, eaux pluviales de voiries et de toiture, condensats issus de la tour de lavage).

Les eaux domestiques sont collectées dans une fosse toutes eaux avant d'être évacuées vers une lagune de 1 800 m³.

Les eaux de procédé et pluviales sont dirigées par un caniveau central vers une cuve de décantation puis passent dans un débourbeur déshuileur avant d'être stockées dans la lagune de 1 800 m³.

Les condensats issus de la tour de lavage sont directement acheminés vers la lagune de 1 800 m³.

Toutes ces eaux sont intégrées au plan d'épandage et sont épandues sur les parcelles voisines.

Lors de la visite de terrain, l'Inspection a constaté la présence de la lagune de 1 800 m³ ainsi que celle de secours (vide le jour de l'inspection) de 2 500 m³.

Les caractéristiques des effluents aqueux sont consultables dans le bilan agronomique d'épandage des composts et des lixiviats de process issus de la plateforme d'Ermenonville. L'exploitant a transmis le bilan 2023 par mail du 07/04/2025.

La synthèse de l'analyse des lixiviats donne des informations sur la valeur agronomique de ces derniers (pH, matières sèches, azote, C/N...), ainsi que sur leur concentration en métaux lourds (cadmium, nickel, mercure...).

En 2023, 6 800 m³ de lixiviats ont été valorisés en agriculture.

3/ Caractéristiques effluents gazeux

L'exploitant a indiqué effectuer les analyses de ses effluents gazeux en sortie du biofiltre une fois par mois. Il mesure l'ammoniac (NH₃) et le sulfure d'hydrogène (H₂S).

Lors de l'inspection, il a présenté son tableau de suivi des résultats. Il a par la suite transmis les résultats de l'année 2024 et du début de l'année 2025 par mail du 07/04/2025. Les résultats (voir le point de contrôle n° 11) sont exprimés en partie par million (ppm) convertis en mg/Nm³ par l'exploitant. Ils sont conformes et ne dépassent pas les VLE.

L'exploitant établit et tient à jour un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Observation : l'exploitant transmettra à l'Inspection des installation classées pour la protection de l'environnement le bilan agronomique de 2024 dès qu'il l'aura en sa possession.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (a)
Thème(s) : Risques chroniques, Séparation des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets sont séparés en fonction de leurs propriétés, de manière à en faciliter un stockage et un traitement plus simple et plus respectueux de l'environnement. La séparation des déchets consiste en la séparation physique des déchets et en des procédures qui déterminent où et quand les déchets sont stockés.
Constats : Le stockage est effectué selon la typologie de déchets. Ils sont séparés et stockés selon le plan fourni lors de l'inspection (voir l'annexe n° 4). Lors de la visite de terrain, il a été constaté la cohérence entre le plan fourni et la « réalité » du terrain. L'exploitant dispose bien de zones de stockage spécifiques pour : <ul style="list-style-type: none"> - les déchets verts, - les biodéchets, - les boues, - le bois, - les agrumes en transit sur le site. L'exploitant a présenté des standards du groupe Suez et notamment les procédures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - "Contrôle des conditions d'information et d'acceptation préalable" (V1 du 15/06/2017) ; - "Contrôle à l'arrivée / départ du site" (V1 du 15/06/2017) ; - "Registre d'admission" (V1 du 15/06/2017) ; - le logigramme "Acceptation, contrôle et traçabilité des déchets".

L'exploitant a précisé utiliser le logiciel "Tradeo traça" pour suivre la traçabilité de ses déchets, présenté le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MTD Générique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (b)
Thème(s) : Risques chroniques, Compatibilité des déchets avant de les mélanger
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour garantir la compatibilité des déchets avant de les mélanger, un ensemble de mesures et tests de vérification sont mis en œuvre pour détecter toute réaction chimique indésirable ou potentiellement dangereuse entre des déchets lors de leur mélange ou lors d'autres opérations de traitement. Les tests de compatibilité sont fondés sur les risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets, les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne traite pas de déchets dangereux.</p> <p>L'exploitant a présenté, le jour de l'inspection, le logigramme "Acceptation, contrôle et traçabilité des déchets" présentant le parcours suivi par les déchets de la création d'un dossier client au dépôt des déchets par le transporteur et sa sortie du site. Lorsque cela est nécessaire, des analyses du déchet sont effectuées en amont de son arrivée sur site.</p> <p>En outre, lors de la réception de déchets, les camions passent par un portique de radioactivité. Si l'alarme est déclenchée, deux procédures spécifiques (PRO_CONTROLE RADIOACTIVITE et GESTION DECLENCHEMENTS_2023-06-21 V9) sont appliquées. Elles ont été présentées à l'Inspection. La présence du portique de radioactivité a été constatée par l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MTD Générique – Tri des indésirables

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (c)
Thème(s) : Risques chroniques, Tri des déchets solides entrants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le tri des déchets solides entrants a pour but d'éviter que des matières indésirables atteignent les phases ultérieures de traitement des déchets. Il peut comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le tri manuel sur la base d'un examen visuel ; - la séparation des métaux ferreux, des métaux non ferreux ou de tous les métaux ; - la séparation optique, par exemple par spectroscopie dans le proche infrarouge ou par rayons X

<p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> - la séparation en fonction de la densité, par exemple par classification aéraulique ou au moyen de cuves de flottation ou de tables vibrantes ; - la séparation en fonction de la taille, par criblage/tamissage.
<p>Constats :</p> <p>Afin d'éviter que des matières indésirables n'atteignent les phases ultérieures de traitement, l'exploitant a indiqué effectuer un tri manuel sur la base d'un examen visuel. Concernant les biodéchets, l'exploitant a indiqué qu'une photo était prise avec le logiciel Kizeo, puis analysée par l'opérateur.</p> <p>Si un opérateur détecte un déchet non autorisé, il appelle le responsable du site qui, après avoir complété le registre de refus et informé le client, s'assure du transfert des déchets dans la bonne filière. Le registre de refus n'a pas été contrôlé par l'Inspection.</p> <p>Les éventuels indésirables sont mis de côté, dans une benne dédiée. L'Inspection a constaté la présence de cette benne de refus lors de la visite de site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : MTD Générique – Zones sensibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (d)
Thème(s) : Risques chroniques, Optimisation des lieux de stockage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les nouvelles unités déterminent les lieux de stockage de déchets selon les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - lieu de stockage aussi éloigné qu'il est techniquement et économiquement possible des zones sensibles, des cours d'eau, etc. ; - lieu de stockage choisi de façon à éviter le plus possible les opérations inutiles de manutention des déchets au sein de l'unité.
<p>Constats :</p> <p>L'installation se trouve dans une zone agricole. Elle est entourée de communes (Ermenonville, Montagny-Sainte-Félicité, Le Plessis Belleville, Lagny-le-Sec, Eve, Ver-sur-Launette) situées à environ 2 km. L'ERP le plus proche est situé à 200 m (aérodrome du Plessis-Belleville).</p> <p>Les zones de stockage des boues de STEP, biodéchets et déchets verts sont situées à proximité directe des zones de traitement, ce qui limite les opérations de manutention inutiles.</p>

Lors de la visite, l'exploitant était en cours de construction d'un nouveau bâtiment dédié au compostage des boues (voir l'annexe n° 5), non loin de la zone de stockage de ces dernières. Cette modification a fait l'objet d'un dossier de porter à connaissance ayant donné lieu à l'arrêté préfectoral complémentaire du 23/05/2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : MTD Générique – Capacité de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article I Annexe 3.1 (e)
Thème(s) : Risques chroniques, Capacité de stockage appropriée
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures sont prises afin d'éviter l'accumulation des déchets, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ; - la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ; - le temps de séjour maximal des déchets est clairement précisé.
<p>Constats :</p> <p>Le volume maximal de stockage des déchets est défini dans l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 et correspond à environ 569 t/j pour la rubrique 3532.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué que lorsque les travaux seront terminés, le site aura une capacité de traitement de 34 000 t/an pour le traitement des boues et biodéchets, soit environ 93 t/j.</p> <p>Aujourd'hui (avant travaux), les déchets verts ont un temps de séjour d'environ 3 mois (non ventilé) sur site. Les autres déchets ont quant à eux un temps de séjour d'environ 3 semaines.</p> <p>Une fois les travaux terminés, tous les déchets seront traités en intérieur, en 4 semaines maximum.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : MTD Générique – Émissions atmosphériques diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VI Annexe 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Techniques de réductions des émissions atmosphériques diffuses
Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre plusieurs techniques de réduction des émissions atmosphériques diffuses parmi celles listées ci-dessous :

- a) Réduire au minimum le nombre de sources potentielles d'émissions diffuses
- b) Choix et utilisation d'équipements à haute intégrité
- c) Prévention de la corrosion
- d) Confinement, collecte et traitement des émissions diffuses
- e) Humidification
- f) Maintenance
- g) Nettoyage des zones de traitement et de stockage des déchets
- h) Programme de détection et réparation des fuites (LDAR)

Constats :

Le dossier de réexamen précise les techniques mises en place sur ce sujet (p. 35).

a) Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence des casiers aux toits rétractables. Ces casiers sont bien reliés au biofiltre, lui-même précédé d'une tour de lavage à l'acide sulfurique depuis 2023.

Par ailleurs, l'exploitant est en cours de construction d'un bâtiment dédié au compostage des boues, qui fonctionnera sur le même principe : l'air ambiant sera aspiré, capté avant de passer dans un biofiltre organique.

Lorsque les travaux seront terminés, les deux premières semaines de traitement, qui sont susceptibles de générer le plus d'odeurs, se feront en intérieur. Seuls les stockages et le criblage seront réalisés en extérieur.

b) Sans objet.

c) L'exploitant a indiqué que le nouveau bâtiment, dédié au traitement des boues, sera fait de béton, métal galvanisé et bois.

d) En plus des installations existantes, l'exploitant est en cours de construction d'un bâtiment dédié au compostage des boues, qui fonctionnera sur le même principe : l'air ambiant sera aspiré, capté avant de passer dans un biofiltre organique. Il est prévu de changer le média filtrant du biofiltre au moins une fois tous les cinq ans.

Lorsque les travaux seront terminés, les différents traitements des déchets se feront tous en intérieur. Seuls les stockages et le criblage seront réalisés en extérieur.

<p>e) L'exploitant a confirmé l'absence de problème lié aux poussières et a indiqué que l'arrosage des andains n'était pas nécessaire.</p>
<p>f) Lors de la visite, l'un des toits était cassé, et donc maintenu en position fermée en attendant la réparation. L'exploitant a indiqué faire les travaux sous peu. L'exploitant a présenté le bon de travail du 27/11/2023 relatif au dernier entretien des toitures rétractables.</p>
<p>g) L'exploitant a indiqué qu'un nettoyage était effectué quotidiennement et renforcé en fonction du temps et des besoins.</p>
<p>h) Les rejets atmosphériques issus des systèmes d'aspiration des casiers de compostage sont lavés à l'acide sulfurique puis traités par un biofiltre. L'exploitant a indiqué dans son dossier de réexamen que des capteurs de pression permettent de contrôler l'efficacité du dispositif de ventilation des casiers. Ce point n'a pas été vérifié lors de la visite.</p>
<p>L'Inspection n'a pas de remarque à faire sur les réponses apportées par l'exploitant. Ces dernières sont conformes à ce qui a pu être observé lors de la visite terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : MTD Générique – Consommation et Rejets aqueux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article VII Annexe 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Techniques d'optimisation consommation eau et réduction rejets eaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique une combinaison appropriée des techniques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Optimisation de la consommation d'eau b) Conception et maintenance permettant la détection et la réparation des fuites c) Séparation des flux d'eaux d) Remise en circulation de l'eau e) Surface imperméable f) Réduction de la probabilité et des conséquences de débordements et de fuites des cuves et conteneurs g) Couverture des zones de stockage et de traitement des déchets h) Infrastructure de drainage appropriée i) Capacité appropriée de stockage tampon en situation inhabituelle de fonctionnement
<p>Constats :</p>

Le dossier de réexamen précise les techniques mises en place sur ce sujet (p. 30).

a) L'Inspection a interrogé l'exploitant sur une éventuelle récupération des eaux de pluie. Ce dernier a indiqué avoir étudié le sujet mais que, compte tenu de l'ancienneté du site, de son emplacement et de son organisation (les bâtiments ne sont pas reliés entre eux, pas de foncier disponible), une solution pourrait être d'installer une cuve enterrée, ce qui aurait un coût trop important.

b) Lors de la visite de terrain, l'Inspection a constaté la présence des deux lagunes et du bassin incendie. Les différents bassins sont en bon état. Aucune déchirure sur les parois latérales visibles des membranes n'a été constatée. L'étanchéité des bassins n'a pas été contrôlée. L'exploitant a transmis par mail du 07/04/2025 le certificat de réception du 22/01/2025 du SDIS pour le bassin incendie pour lequel les essais ont été validés.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué être muni de deux compteurs d'eau et suivre sa consommation à l'aide d'un logiciel. L'exploitant l'a manipulé le jour de l'inspection et 67 m³ d'eau avaient été consommés lors des deux derniers mois.

c) Le site dispose de plusieurs réseaux d'eaux : le premier pour ses eaux domestiques, le deuxième pour les eaux de procédés, le troisième pour les eaux pluviales de voiries et de toiture et le dernier pour les condensats issus de la tour de lavage (voir le point de contrôle n° 1).

d) L'exploitant a indiqué ne pas avoir besoin d'arroser les andains, mais si cela devait être le cas, il le ferait avec l'eau des lagunes.

e) Lors de la visite, l'Inspection a bien constaté la dalle sans toutefois vérifier son imperméabilité. La dalle est maintenue propre.

f) Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de la cuve d'acide sulfurique de 5 m³, pleine (voir l'annexe n° 6). Il s'agit d'une cuve double peau afin de prévenir toute fuite. La notice d'hygiène et sécurité de l'acide sulfurique est présente sur la cuve. Le sens de circulation ainsi que le nom de l'acide circulant à l'intérieur des canalisations sont précisés.

g) Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence des casiers aux toits rétractables, dans lesquels sont effectués les deux premières semaines de fermentation (les plus odorantes). L'exploitant est en cours de construction d'un bâtiment dédié au compostage des boues (voir le

<p>point de contrôle n° 7).</p> <p>h) L'exploitant dispose de deux lagunes (1 800 m³ et 2 500 m³). L'ensemble des eaux du site va dans la première. La seconde lagune n'est pas utilisée, mais peut servir en cas de besoin. Elle était vide le jour de la visite.</p> <p>i) L'exploitant a indiqué que la seconde lagune était fonctionnelle, et pouvait accueillir un surplus de lixiviats en situation inhabituelle de fonctionnement par exemple.</p> <p>L'Inspection n'a pas de remarque à faire sur les réponses apportées par l'exploitant. Ces dernières sont conformes à ce qui a pu être observé lors de la visite terrain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : lors de la visite, des plots étaient présents dans la zone de la cuve d'acide sulfurique. L'exploitant a indiqué que cela était dû au chantier relatif au bâtiment dédié au compostage des boues. La zone doit être dégagée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : MTD Générique – VLE et fréquences des contrôles des eaux résiduaires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article X Annexe 3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux communes à tous les traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>MES : 60 mg/L - surveillance mensuelle DCO : 180 mg/L - surveillance mensuelle COT : 60 mg/L - surveillance mensuelle</p> <p>+ surveillance semestrielle des PFOA et PFOS si substances pertinentes pour le flux d'effluents aqueux (cf. inventaire)</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun effluent aqueux n'est rejeté dans le milieu naturel ou dans une station d'épuration collective.</p>

Toutes les eaux sont intégrées au plan d'épandage et sont épandues sur les parcelles voisines (voir le point de contrôle n° 1).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : MTD Traitement biologique – COMPOSTAGE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 15

Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres de fonctionnement du procédé

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation de production de compost destiné à un retour au sol (compost mis sur le marché ou épandu, matière intermédiaire telle que définie à l'article 2) instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost. Il indique dans son dossier de demande d'autorisation l'organisation mise en place pour respecter cette gestion par lots. Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage. Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :

- « - nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;
- « - rapport C/ N, taille des particules des déchets entrants ;
- « - mesures de température et d'humidité relevées en différents points au cours du processus (la surveillance du taux d'humidité dans l'andain n'est pas applicable aux procédés confinés lorsque des problèmes sanitaires ou de sécurité ont été mis en évidence. Dans ce cas, il est possible de contrôler le taux d'humidité avant de charger les déchets dans l'unité de compostage confiné, puis de moduler ce taux à la sortie des déchets de l'unité de compostage confiné) ;
- « - dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains, ou informations sur l'aération de l'andain (par exemple, concentration d'O₂ ou de CO₂ dans l'andain, température des flux d'air en cas d'aération forcée) ;
- « - porosité, hauteur et largeur des andains. » [...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son logiciel "Tradeo traça" lui permettant de suivre toutes les étapes de la fabrication d'un lot de compost. Toutes les informations liées aux différents lots de composts comme les résultats d'analyses y sont consignées.

La température des andains est mesurée à l'aide de thermomètres insérés dans la partie accessible de ces derniers.

Par mail du 15/04/2025, l'exploitant a transmis le dossier complet du lot de compost n° 8B91-095-25-01.

On y retrouve :

- le registre de l'ensemble des déchets composant le lot de compost avec : la date d'entrée du déchet, le numéro de la benne, le poids net (tonnes), le sous-produit, le producteur du déchet, le numéro de fabrication, le numéro du produit fini et les références des échantillons pour analyses ;
- trois fiches d'identification du déchet pour les boues (FID) ;
- le formulaire de traçabilité de fabrication pour le lot F-24-B177, dans lequel les opérations de production, comme les retournements, sont précisés ;
- le registre des réceptions pour le lot F-24-B177 ;
- le rapport de la société d'analyse Auréa Agrosociétés, pour l'échantillon n° 93980612 de la société Suez Organique. On y retrouve notamment les caractéristiques physiques du compost, mais aussi sa valeur amendante (avec le ratio C/N) et sa valeur fertilisante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : MTD Traitement biologique – VLE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article V Annexe 3.3

Thème(s) : Risques chroniques, VLE applicables aux installations de traitement biologique

Prescription contrôlée :

Traitement	Paramètre	VLE	Fréquence
Biologique	H ₂ S (1)	/	Semestrielle
Biologique	NH ₃ (1)	20 mg/Nm ³ (3)	Semestrielle
Biologique	Concentration d'odeurs (2)	500 ou E/Nm ³ (3)	Semestrielle

(1) A la place, il est possible de surveiller la concentration d'odeurs.

(2) Au lieu de surveiller la concentration d'odeurs, il est possible de surveiller les concentrations de NH₃ et de H₂S.

(3) La valeur limite applicable est soit celle prévue pour le NH₃, soit celle prévue pour la concentration d'odeurs.

Constats :

Pour rappel, lors du dépôt de son dossier de réexamen le 14/08/2019, l'exploitant avait indiqué que ses installations n'étaient pas conformes à toutes les MTD.

Lors de la visite d'inspection du 18/08/2023, l'exploitant ne respectait pas les valeurs limites d'émission en NH₃. L'exploitant s'était engagé à mettre en service une tour de lavage pour la fin

du mois de septembre 2023. Cette tour de lavage a depuis été installée.

L'exploitant effectue les analyses de ses effluents gazeux en sortie du biofiltre une fois par mois. Il mesure l'ammoniac (NH_3) et le sulfure d'hydrogène (H_2S). La fréquence semestrielle est bien respectée.

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté son tableau de suivi des résultats. Il a par la suite transmis ceux de l'année 2024 et du début de l'année 2025 par mail du 07/04/2025. Les résultats sont en partie par million (ppm) et l'exploitant les convertis en mg/Nm^3 .

En 2024, aucun dépassement de concentration en ammoniac n'a été relevé. La concentration maximale a été atteinte en décembre 2024, et était de $18,975 \text{ mg/Nm}^3$, soit inférieure à la VLE qui est de 20 mg/Nm^3 .

En 2025, seules les mesures de janvier à mars étaient disponibles lors du contrôle. Aucun dépassement de concentration en ammoniac n'a été relevé. La concentration maximale est de $18,975 \text{ mg/Nm}^3$, soit inférieure à la VLE qui est de 20 mg/Nm^3 .

Concernant le sulfure d'hydrogène, les concentrations relevées en 2024 et durant le début de l'année 2025 sont comprises entre 0,5 et 1 ppm.

L'exploitant respecte donc la MTD 34.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : MTD Traitement biologique – COMPOSTAGE – Si plainte odeurs ou poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 24

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions météorologiques défavorables

Prescription contrôlée :

L'exploitant adapte ses activités en plein air aux conditions météorologiques et climatiques, notamment il ne réalise pas d'opérations susceptibles de provoquer de forts envols de poussières ou de nuisances odorantes (formation d'andains, retournement, criblage, broyage) lors de grands vents ou lorsque les vents sont orientés vers des récepteurs sensibles, et les andains sont positionnés de façon à limiter la dispersion des polluants (notamment, la plus faible surface possible est exposée aux vents dominants, et les andains sont placés de préférence aux endroits du site où l'altitude est la plus basse), ou l'exploitant utilise des membranes de couverture semi-

perméables.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant adapte ses activités aux conditions météorologiques et climatiques. Une réunion d'exploitation est effectuée tous les matins entre les opérateurs et le directeur du site, durant laquelle sont évoqués la météo ainsi que le sens du vent.</p> <p>Le tableau d'affichage utilisé lors de cette réunion a été constaté par l'Inspection (voir l'annexe n° 7).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Emissions olfactives

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Traitement des odeurs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société TERRALYS est mise en demeure, pour ses installations de compostage sises sur la commune d'Ermenonville, lieu-dit "La Râperie" RN 330, de respecter les dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> de l'article 3.6.1 (deux paragraphes) de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 qui stipule : « <i>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires lors de la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les nuisances, notamment olfactives, et les risques de pollutions accidentelles de l'air. Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de rejet de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Tout entreposage à l'air libre de matières pulvérulentes, très odorantes, ou fortement évolutives est interdit. Les poussières, gaz et composés odorants produits par les sources odorantes sont, dans la mesure du possible, captés à la source et traités.</i> » et « <i>L'exploitant devra mettre en forme et simplifier les procédures de travail</i> » [...] <p>A cet effet, l'exploitant est tenu, suivant l'échéancier indiqué ci-après dont les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - mettre en place tous dispositifs techniques permettant de mieux capter et traiter les odeurs émanant des andains dans un délai de 1 mois ; - mettre en place tous dispositifs techniques permettant de mieux capter et traiter les odeurs émanant du stockage de boues dans un délai de 4 mois ; - formaliser les mesures organisationnelles visant à prévenir des nuisances d'odeurs dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté ; [...]
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose de 10 casiers couverts dédiés aux deux premières semaines de fermentation des biodéchets et déchets verts. Ces deux premières semaines sont celles susceptibles de générer</p>

le plus d'odeurs. Ces casiers sont reliés à un biofiltre, lui-même précédé d'une tour de lavage à l'acide sulfurique depuis 2023 (voir le point de contrôle n° 7).

Par ailleurs, l'exploitant est en cours de construction d'un bâtiment dédié au compostage des boues, qui fonctionnera sur un principe similaire : l'air ambiant sera aspiré, capté avant de passer dans un biofiltre organique.

Lorsque les travaux seront terminés, les deux premières semaines de traitement des déchets se feront en intérieur. Seuls les stockages et le criblage seront réalisés en extérieur.

Aujourd'hui (avant travaux), les déchets verts ont un temps de séjour d'environ 3 mois (non ventilé) sur site. Les autres déchets ont quant à eux un temps de séjour d'environ 3 semaines.

Une fois les travaux terminés, tous les déchets seront traités en intérieur, en 4 semaines maximum, ce qui limitera les émissions olfactives.

Les dispositions des trois premiers alinéas de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 août 2014 sont respectées, et peuvent être abrogées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Protection contre l'incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/08/2014, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Réserve incendie

Prescription contrôlée :

La société TERRALYS est mise en demeure, pour ses installations de compostage sises sur la commune d'Ermenonville, lieu-dit "La Râperie" RN 330, de respecter les dispositions :

- [...]
- de l'article 2.10.2 (un alinéa repris ci-dessous) de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2010 qui dispose :

« Les dispositifs de protection du site contre le risque incendie et ses conséquences sont minima : une réserve incendie de 800 m³ avec aires d'aspiration pour les services de secours ».

A cet effet, l'exploitant est tenu, suivant l'échéancier indiqué ci-après dont les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté, de :

- [...]
- mettre en place les dispositifs techniques permettant aux pompiers de se connecter sur les

plates formes d'aspiration dans un délai de 3 mois.

Constats :

Lors de la visite de terrain, l'Inspection a constaté la présence du bassin incendie et de quatre cannes d'aspiration. L'une d'entre elle était défectueuse. L'exploitant a indiqué la faire réparer sous peu et que le SDIS ne pouvait en utiliser que deux à la fois.

L'exploitant a transmis par mail du 07/04/2025, le certificat de réception du 22/01/2025 du SDIS pour le bassin incendie pour lequel les essais ont été validés (voir le point de contrôle n° 8).

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 12 août 2014 sont respectées, et peuvent être abrogées.

Type de suites proposées : Sans suite